

elle a obtenu des résultats magnifiques à cet égard. En 1920, la valeur de ses récoltes était de \$397,777,968 et celle de la production globale était de \$479,118,359. Cinq ans plus tard, en 1925, la valeur des grandes cultures était de \$497,125,398 et celle de la production globale de \$570,929,749. En 1930, quand l'épreuve commença à l'assaillir, les chiffres étaient respectivement de \$158,376,333 et de \$226,032,797. En 1935, la valeur des grandes cultures se chiffrait par \$152,260,360 et celle de la production globale par \$211,200,548. Voilà qui nous indique suffisamment ce que l'on peut attendre de cette région. La faible valeur constatée en 1930 et en 1935 a été due en partie aux prix peu élevés, mais une forte proportion a été due aussi à la faible production par suite de la sécheresse et autres avaries aux récoltes. Cette région peut produire beaucoup, mais il est possible d'en augmenter de beaucoup le rendement.

Le comité trouvera peut-être intéressant de savoir que, d'après les calculs, les cours d'eaux qui descendent des montagnes dans l'Ouest et qui arrosent la région connue sous le nom de triangle Palliser renferment 11 millions de pieds-acres d'eau. Dans les cours d'eau qui arrosent les prairies on compte encore environ 3 millions de pieds-acres, et si l'on ajoute 2 autres millions de pieds-acres provenant de diverses sources, on a un total de 16 millions de pieds-acres d'eau que l'on peut utiliser, du moins dans une certaine mesure, pour améliorer la situation dans cette région. La quantité dont on peut disposer pour fins d'emmagasinage ou d'irrigation est de 5,964,130 pieds-acres. Les citernes déjà construites ou en voie de construction ne contiennent que 860,210 pieds-acres. Rien ne saurait être plus imposant que ces chiffres et je vais les répéter. La quantité d'eau que nous pouvons utiliser pour fins d'emmagasinage ou d'irrigation est approximativement de 5,964,130 pieds-acres. Nous pouvons actuellement en emmagasiner, ou nous le pourrions bientôt, seulement 860,210 pieds-acres. On voit donc quelle énorme quantité de nos ressources hydrauliques nous perdons. Cette ligne de conduite n'est certainement pas de bonne politique à la lumière de ce qui se fait aux Etats-Unis. Nos terres irrigables couvrent une superficie de 3,434,320 acres. L'étendue de terre pouvant être arrosée n'est que de 824,790 acres, ce qui nous montre encore jusqu'à quel point nous avons négligé de mettre en valeur les ressources possibles de nos régions de sécheresse. Les terres qui sont actuellement arrosées ne couvrent que 450,000 acres. Ces chiffres sont empruntés au livre de M. Benjamin Russell, celui à qui nous devons les travaux exécutés dans le district de Regina sous l'empire de la loi sur le rétablissement agricole des Prairies.

Bien que cette région ait connu des jours sombres, il y a encore lieu d'espérer. Nous en avons vu de difficiles par le passé, par exemple en 1890 et de 1917 à 1921, mais cette région a fait preuve d'une grande puissance de récupération. Comme je l'ai fait observer l'autre soir, les sommes avancées pour semences, soit \$4,385,000 avant 1928 ont presque toutes été remboursées, ce qui montre à quel point ce sol peut s'améliorer. Je crois qu'il est dans l'intérêt de tout le pays de le restaurer et de le mettre en état de produire autant qu'il a été, évidemment, destiné à produire. Je le répète, voilà la preuve que nous ne devrions pas réduire les dépenses effectuées en vertu de la loi sur le rétablissement agricole des Prairies.

Je veux une fois encore louer le ministre pour l'excellent travail qu'il a accompli. Je crains fort d'avoir retardé le comité ce soir et aussi d'avoir importuné le ministre en lui demandant de nous exposer un si grand nombre de faits. J'espère, tout de même, que nous avons réussi à faire comprendre au comité et au pays qu'il a dépensé ces fonds avec avantage, qu'il a fait preuve d'une grande prévoyance et de beaucoup d'énergie en entreprenant la mise en valeur de cette région par l'application de la loi sur le rétablissement agricole des Prairies. Je suis convaincu que le ministre ne devrait pas consentir à ce que ce crédit soit réduit, mais qu'il devrait plutôt l'augmenter non seulement des \$750,000 que l'on retranche cette année, mais aussi des \$750,000 qui devraient y être ajoutés l'an prochain. D'aucuns poseront peut-être la question: "Mais où prendrons-nous les fonds nécessaires?" Je ne discuterais pas cette question. Je suis d'avis que toute l'affaire se résume à la question de savoir si nous avons au Canada les ressources voulues pour entreprendre les travaux qui s'imposent. Avons-nous les matériaux voulus pour construire ces barrages et ces fossés? Si nous les avons, pourquoi ne pas les faire servir? Avons-nous les hommes et les machines? Sans doute, nous les avons. Avons-nous la nourriture, les vêtements et les abris à offrir à ceux qui sont occupés à ces travaux? Je ne vois pas qui pourrait en douter. Si nous avons tout cela, s'il nous est matériellement possible de faire tout ce que nous jugeons nécessaire pour le rétablissement agricole de cet immense région sèche, pourquoi ne faisons-nous pas ces travaux? Je prétends qu'il incombe au Gouvernement de rendre financièrement possible tout ce qui l'est physiquement et qu'il faut poursuivre le rétablissement agricole de cette vaste région.

Je veux dire quelques mots maintenant de ma propre région. Nous, de la circonscription fédérale de Lethbridge, sommes particulièrement fortunés en ce sens que nous avons trois